

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	57	23

N° de la séance : 53

Objet de la délibération : Direction
Envinet - Modalités de perception des
recettes CASA UNIVALOM

- ☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.284

Date de la convocation :

Le 15/12/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage

en date du **22 DEC. 2020**

de la réception s/Préfecture

en date du **22 DEC. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 21 décembre 2020

L'an deux mil vingt et le 21 décembre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Carole BONAUT, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Bernard GARNIER à Céline LAMBIN, Yves DAHAN à Hassan EL JAZOULI, Audouin RAMBAUD à Eric DUPLAY, Serge AMAR à Jacques GENTE, Nathalie DEPETRIS à Anne-Marie BOUSQUET, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN à Alexia MISSANA

ABSENTS :

Jean-Bernard MION, Emmanuel DELMOTTE, Monique GAGEAN, François ZEMA, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Olivia LEVINGSTON, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Aline ABRAVANEL, Alain BERNARD

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MELE,

Vu la loi n°99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale,

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts de la C.A.S.A en date du 23 octobre 2020 définissant notamment les compétences de plein droit exercées en lieu et place des communes-membres, et modifiées par délibérations successives du Conseil Communautaire ;

Vu la délibération n°CC.106.04 du Conseil Communautaire en date du 26 juillet 2004 relative au transfert de la compétence traitement et évacuation des déchets ménagers et assimilés au Syndicat Mixte du SIDOM, qui exerce ses compétences en matière de traitement et d'évacuation des déchets ménagers et assimilés ;

Vu la délibération n°CC.2018.073 du Conseil Communautaire en date du 09 avril 2018 relative à l'adhésion de la C.A.S.A. à la compétence optionnelle d'UNIVALOM relative aux déchetteries, dès le 1^{er} janvier 2018 ;

Vu les statuts modifiés du Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets ménagers assimilés UNIVALOM en date du 23 juillet 2014, portant sur l'adhésion des Communautés d'Agglomérations des Pays de Lérins et du Pays de Grasse à UNIVALOM aux compétences obligatoires en matière de traitement des déchets ménagers et assimilés et optionnelle en matière de déchetteries du Syndicat ;

Considérant que l'article 19 des statuts du Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets ménagers assimilés UNIVALOM en date du 23 juillet 2014, relatif à la contribution financière des membres prévoit que *« les participations financières de chacune des collectivités publiques membres du Syndicat et à ce titre usagères du SPIC géré, seront déterminées après prise en compte des éventuelles subventions d'équipement reçues dans le cadre de conventions, de la manière suivante :*

- *Dans la limite des tonnages d'ordures ménagères résiduelles à traiter pour EPCI fixé à un pourcentage des capacités optimales de l'Unité de Valorisation Énergétique d'Antibes par l'application du prix d'équilibre à la tonne complet net de tous produits extérieurs fixé par délibération annuelle du Comité syndical sur l'ensemble des tonnages traités pour le compte de celles-ci, sans prise en compte des coûts éventuels de sous-traitance ci-dessous, dans les limites des droits ci-dessus et des capacités réelles annuelles de l'Unité de Valorisation Énergétique d'Antibes ; et ceci quel que soit le lieu effectif de traitement de ces Ordures Ménagères Résiduelles.*
- *Pour le traitement des autres Ordures Ménagères Résiduelles au-delà des droits à incinérer, au titre d'une sous-traitance par le syndicat, faute d'une capacité suffisante de traitement propre dans son Unité de Valorisation Énergétique, ainsi que pour tout autre déchet Ménager et Assimilé ou toute autre prestation de quelque nature que ce soit, aux prix nets de tous produits extérieurs fixés par délibération annuelle du Comité syndical intégrant les coûts directs majorés de frais proportionnels de gestion à hauteur forfaitaire statutaire de cinq pour cent (5 %), le tout augmenté de dix pour cent (10 %) de participation forfaitaire et statutaire aux frais généraux de fonctionnement du syndicat ».*

Considérant que les recettes perçues par le Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets Ménagers et assimilés UNIVALOM sont calculées sur la base des dépenses globales relatives aux déchetteries, par rapport aux recettes globales encaissées par les déchetteries ;

Considérant en conséquence, qu'annuellement, il subsiste un écart entre les tonnages de déchets déposés par la C.A.S.A. (recettes) et les tonnages de déchets effectivement incinérés par le Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets Ménagers et assimilés UNIVALOM (dépenses) ; cet écart bénéficiant à la C.A.S.A. ;

Considérant que le Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets Ménagers et assimilés UNIVALOM doit reverser cet écart à la C.A.S.A. ;

Considérant qu'à la lecture des dispositions précitées des statuts du Syndicat Mixte UNIVALOM, il convient de définir des modalités financières claires et détaillées, relatives au reversement des recettes, par le Syndicat Mixte, au bénéfice de la C.A.S.A. ;

Le Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets Ménagers et assimilés UNIVALOM devra adresser à la C.A.S.A, au mois de mars de l'année N+1, un état détaillé des dépenses et des recettes la concernant, et faisant apparaître l'excédent de recettes pour l'année N à reverser. A réception, la C.A.S.A émettra un titre de recettes afférent, à régler par le Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets Ménagers et assimilés UNIVALOM, selon les règles de la comptabilité publique.

En conséquence, il est demandé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les modalités de reversement par le Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets Ménagers et assimilés UNIVALOM au bénéfice de la C.A.S.A ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les modalités de reversement par le Syndicat Mixte pour la Valorisation des déchets Ménagers et assimilés UNIVALOM au bénéfice de la C.A.S.A ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 21 décembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 21/12/2020
Numéro : CC_2020_284
Nature : DE - Deliberations
Objet : Modalités de perception des recettes CASA UNIVALOM
Matière : 8.8 - Environnement

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : xyXuz2p

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201221-CC_2020_284-DE

Acte reçu

Date : 21/12/2020
Numéro interne : CC_2020_284
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Modalités de perception des recettes CASA UNIVALOM
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201221-CC_2020_284-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0

N